Journal des anthropologues
Association française des anthropologues

90-91 | 2002
Monnaies : pluralités – contradictions

Les figures institutionnelles modernes de la socialisation monétaire

The Modern Institutional Figures of Monetary Socialisation

Liêm Hoang-Ngoc

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/2322>

DOI : 10.4000/jda.2322

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2002

Pagination : 305-329

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Liêm Hoang-Ngoc, « Les figures institutionnelles modernes de la socialisation monétaire », *Journal des anthropologues* [En ligne], 90-91 | 2002, mis en ligne le 01 décembre 2003, consulté le 01 mai 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/jda/2322> ; DOI : 10.4000/jda.2322

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

Journal des anthropologues

Les figures institutionnelles modernes de la socialisation monétaire

The Modern Institutional Figures of Monetary Socialisation

Liêm Hoang-Ngoc

- 1 La théorie de la monnaie développée par chaque programme de recherche économique au sens de Lakatos (1978) borne le champ de la mise en scène par chacune d'elles des figures possibles de la modernité.
- 2 Dans la théorie néoclassique, la monnaie est neutre. Elle n'est qu'un voile en ce sens que les variations de sa quantité n'exercent aucun effet sur la production dans l'économie réelle. Il y a dichotomie entre la sphère monétaire et la sphère réelle. Pourtant les économistes libéraux sont jaloux du maniement de la politique monétaire parce qu'une émission inconsidérée est nécessairement inflationniste, sans effet sur l'économie réelle. Dans l'économie réelle, seules les variations de prix relatifs, et non des prix absolus, sont censés exercer une influence sur le calcul des agents rationnels. Ces derniers maximisent leur utilité espérée en formulant leurs offres et demandes de biens et facteurs de production en fonction des prix et coûts relatifs. La monnaie ne sert que d'unité de compte et de réserve de valeur. Précisément ! Si l'inflation est excessive, c'est alors la valeur du patrimoine des agents qui s'érode. Or le patrimoine est porteur d'épargne, celle qui, dans la théorie libérale, est la condition nécessaire à la sélection des meilleurs projets d'investissement (les plus rentables) et à la croissance économique. On comprend mieux l'obsession monétariste pour la stabilité des prix et de la monnaie nationale. Elle représente la condition sine qua non pour attirer l'épargne financière mondiale. On saisit mieux la portée du paradoxe apparent selon lequel la monnaie, pourtant neutre, doit subir une émission rigoureusement contrôlée, sous peine d'éroder l'épargne des agents et l'investissement de l'économie.
- 3 Cette conception de la monnaie n'est sans doute pas étrangère à l'excès de monétarisme pratiqué durant les années 1990 par les banques centrales européennes. Elle fonde plus

généralement le point de vue néolibéral selon lequel l'économie doit être pilotée par les marchés financiers, supposés exercer le meilleur contrôle possible de l'usage fait par les entreprises de l'épargne, supposées nourrir l'investissement et la croissance économique. Une telle conception est excessivement réductrice. Comme le soulignait déjà Keynes (1936), elle ignore que les effets de l'incertitude propre aux marchés financiers sont dévastateurs pour une économie de marché livrée aux marchés financiers à l'aune du critère d'efficacité économique lui-même. Elle fait fi des diverses formes de socialisation dont la monnaie, comme instrument de socialisation, est porteuse à l'ère de la modernité.

- 4 A partir d'une définition néomarxiste de la société moderne comme système monétaire-salarial (Chavance, 1999), cet article tente de dessiner les principales figures possibles, capitalistes et socialistes, de la modernité. Les critères de sélection des espèces ainsi définies seront ensuite discutés.

1. Les dimensions institutionnelles de la socialisation monétaire

- 5 L'économie des sociétés modernes, sous ses aspects capitalistes et socialistes, peut être défini avec Chavance (1999) comme un **Système Monétaire Salarial** (SMS). Le SMS, qui émerge à l'issue d'un processus historique au cours duquel se succèdent des modes de production où se réalise une accumulation primitive du capital, repose sur trois invariants structurels (Billaudot, 1987 ; Motamed-Nejad, 1999) : la monnaie, le salariat, la marchandise. L'objet du SMS est la production de marchandises. Les marchandises incorporent un surplus produit par la mise en œuvre du travail salarié dans l'entreprise. La monnaie est à la fois l'instrument de financement des projets marchands et le mode de validation sociale des travaux privés, en l'occurrence l'instrument de validation des marchandises produites, lors du « saut périlleux » sur le marché. Cette définition de la modernité n'exclut pas la mutation des invariants structurels historiquement constitués, se manifestant selon les cas par les transformations des différentes espèces du capitalisme et du socialisme, la transition du capitalisme au socialisme ou du socialisme au capitalisme. Dans ce dernier cas de figure, Chavance explique ainsi que « *dans la mesure où le socialisme constitue une espèce qui s'est formée par différenciation du capitalisme, ou du proto-capitalisme au sein des systèmes monétaires-salariaux, la sortie de l'espèce implique ipso facto l'entrée, ou la ré-entrée, dans l'espèce ou la famille capitaliste* » (Chavance, 1999 : 300).
- 6 Plus précisément, les trois rapports sociaux fondamentaux définissant l'architecture institutionnelle des économies modernes sont le rapport financier, le rapport marchand et le rapport salarial. Le rapport financier désigne le mode de financement dominant des projets entrepreneuriaux. Il met l'entrepreneur face au système bancaire ou aux marchés financiers lorsque les projets ne sont pas autofinancés. Le rapport marchand signifie que la validation des projets des entrepreneurs n'est socialement validée qu'à l'issue du saut périlleux de la marchandise produite. Le rapport salarial, défini comme l'ensemble des conditions de rémunération et d'usage de la force de travail (Boyer, 1986), représente le rapport noué entre l'entrepreneur et le salarié. Le rapport salarial possède un statut particulier dans les SMS où le salariat est le principal vecteur de l'intégration sociale. L'existence du salariat conditionne la production du surplus, tandis que le revenu salarial constitue un débouché pour les marchandises. Néanmoins, le rapport salarial n'est pas celui qui déclenche l'accumulation du capital en ce qu'il est induit par la nature des

projets marchands et leur mode de financement. Billaudot (1987) émet à ce sujet l'hypothèse de la primauté du rapport financier : « [...] le rapport financier participe – avec le rapport marchand et le rapport salarial – à la constitution de l'entreprise capitaliste. Mais ce n'est pas à égalité. Il est premier, en ce sens que l'employeur – celui qui va diriger l'entreprise – ne passe le rapport salarial qu'après avoir acquis sa capacité d'employeur par le rapport financier qu'il a noué avec d'autres [...] ».

- 7 Une fois posée cette matrice de l'économie moderne, il est possible avec Chavance (1999 : 296) d'en envisager les déclinaisons capitalistes et socialistes : « Faisant appel à une métaphore biologique, les systèmes historiques capitalistes et socialistes peuvent être analysés comme deux espèces appartenant à un même genre, les systèmes monétaires-salariaux. Cette définition est moins susceptible de controverse pour le capitalisme [...] que pour le socialisme ».
- 8 En effet, la monnaie, le salariat, voire le marché, demeurent néanmoins présents dans les expériences réellement existantes du socialisme planificateur lui-même : « Contrairement à une thèse fréquente, les économies socialistes n'étaient pas cordonnées exclusivement par la méga-hiérarchie, comme l'aurait été une entreprise géante, mais aussi par des micro-hiérarchies distinctes et par différents marchés – si nous définissons abstraitement le marché par la médiation de l'échange monétaire entre la production et la consommation, indépendamment du mode de détermination des prix et des quantités qui dépend pour sa part de formes plus concrètes de marchés. [...] Quoique nié dans l'économie politique du socialisme, le caractère salarial des systèmes socialistes est potentiellement moins sujet à controverse, si l'on définit le salariat non pas à travers des formes spécifiques et historiquement limitées mais généralement et abstraitement par la combinaison du paiement monétaire du travailleur et de sa subordination au propriétaire des moyens de production, ou à son représentant gestionnaire. Mais, de même que pour l'espèce capitaliste, le salariat présuppose le caractère monétaire de l'économie » (id. : 297).
- 9 Dans cet univers, la monnaie, marchandise équivalent-général, représente le mode de validation des travaux privés. Cette socialisation par la monnaie représente la forme de coordination par excellence des activités économiques. Elle se réalise sur le marché, ou bien dans le cadre des différents niveaux de la planification au sein desquelles la validation monétaire ne disparaît pas.
- 10 Un axe définissant les différents modes de coordination ou de socialisation des activités économiques à travers la configuration du rapport marchand définit par conséquent une première dimension institutionnelle de la modernité. Circulation et production en constituent les deux pôles. Si l'on utilise le langage de la théorie des organisations, il oppose la coordination par le marché et la coordination par le plan que l'on nommera encore coordination par l'organisation. Dans leur fonction d'affectation des ressources, marché et plan sont deux modes de validation sociale des travaux privés. Le marché est un mécanisme de transferts de droits de propriété régulé par un système de prix plus ou moins concurrentiel. Le plan ne s'étend pas forcément à la coordination de la totalité de l'activité économique comme dans le cas de la planification soviétique. Il recouvre toutes les formes d'organisation non marchandes dans la sphère de la production. L'organisation est en effet un îlot de planification, selon la définition de Coase (1987) et caractérise le fonctionnement de toute entreprise utilisant du travail salarié dans le cadre d'un contrat de subordination. Le plan impératif n'est que l'extension du principe d'organisation à l'ensemble des activités économiques. Ces deux modes de coordination prévalent tant que le développement des forces productives n'a pas abouti à l'abondance (ce qui justifie

l'allocation des biens produits par le marché ou par le plan) et continue de nécessiter une division technique du travail (dans l'organisation). L'opposition plan-marché est cependant excessivement réductrice pour caractériser l'ensemble des institutions de la modernité en ce qu'elle ne dit rien quant à la division sociale du travail entre les classes et au mode d'appropriation du surplus qui définit la véritable nature de la socialisation au sein de chaque système.

- 11 Il est en effet une deuxième dimension essentielle caractérisant la modernité. Elle résulte des normes construites dans la confrontation entre les trois principales classes d'acteurs de l'économie (le capital financier, les entrepreneurs, les travailleurs) au sein du rapport financier et du rapport salarial.
- 12 Le deuxième axe institutionnel définit alors le type d'appropriation du surplus à travers les conventions nouées entre les financeurs et les entrepreneurs dans le rapport financier, puis entre les entrepreneurs, et les travailleurs dans le rapport salarial. L'appropriation du surplus peut être privée, tel que l'envisage la théorie des droits de propriété, ou bien collective. Dans le premier cas, le capital peut exercer un contrôle strict quant à l'usage du résidu ou bien déléguer sa gestion aux cadres dirigeants. Dans le deuxième cas, l'appropriation collective n'est pas réductible à la collectivisation forcée par le plan disposant des droits publics de propriété sur les entreprises. L'appropriation collective peut en outre être organisée au sein d'entreprises démocratiques, parmi lesquelles les entreprises appartenant au « *non profit sector* » américain ou à l'économie sociale régie par le principe de non-domination du capital (cf. *infra*). Elle peut enfin résulter de l'issue de toute prise de parole collective dans l'entreprise, et plus généralement dans l'économie, concernant la répartition et l'utilisation du surplus.
- 13 L'étendue des institutions définissant l'économie des sociétés modernes est représentée en figure 1, autour de ces deux axes. Indépendamment du mode de coordination prédominant (plan ou marché), la ligne de partage entre les systèmes capitalistes et socialistes coupe l'axe appropriation du surplus. Le capitalisme recouvre les systèmes mus par des institutions qui organisent l'appropriation privative du surplus (Motamed-Nejad, 1999). Le socialisme définit les systèmes qui organisent l'appropriation collective du surplus.

Figure 1. Les dimensions institutionnelles des systèmes économiques modernes

Organisation

1.1. Capitalismes

- 14 L'espèce capitaliste est une **économie marchande** parce que le marché est le lieu par excellence de la socialisation des richesses existantes ou créées, qu'elles soient humaines, matérielles ou immatérielles. Elle est en second lieu une **économie capitaliste** parce que l'entreprise capitaliste, régie par un certain droit de propriété, est le lieu de la création par le salariat du surplus économique, validé lors du saut périlleux de la marchandise dans le cadre du rapport marchand et anté-validé dans le rapport financier. Le rapport salarial met en scène une relation de subordination entre le salarié, économiquement contraint de vendre sa force de travail et l'employeur, disposant du « droit de contrôle résiduel », c'est-à-dire disposant juridiquement de la maîtrise du profit. La figure de l'employeur est en fait double. Les auteurs classiques tels Adam Smith et David Ricardo ne distinguaient pas l'entrepreneur du capitaliste, à l'époque où les marchés financiers

étaient peu développés. La prédominance selon les époques de l'une ou l'autre de ces figures explique en partie l'hégémonie de la logique entrepreneuriale ou de la logique financière, quand bien même celles-ci sont étroitement imbriquées. Cette distinction n'est pas sans importance parce qu'elle engage le contenu de la contrainte financière associée aux projets des entrepreneurs. Aussi Keynes (1936) fut-il l'un des premiers à pointer, dès les années 1930, les conflits d'intérêt potentiels opposant ces deux logiques, financière et entrepreneuriale, et leurs implications macro-économiques.

- 15 Incarnations des relations entre les acteurs au sein des trois rapports sociaux fondamentaux, l'organisation capitaliste de la production et son mode de financement ont ainsi pu revêtir des formes synchroniquement et diachroniquement différentes, comme le montrent les travaux en théorie des organisations. Si l'on s'en tient aux formes capitalistes d'organisation de la production qui se développent à côté des formes paternalistes d'organisation des PME, trois types-idéaux¹ d'organisation de la production caractérisent ainsi la période contemporaine.
- 16 L'entreprise fordienne des trente glorieuses est avant tout une « entreprise managériale » (au sens défini par Galbraith) où le pouvoir stratégique est détenu par les gestionnaires salariés, mandatés en raison de leurs compétences par les actionnaires pour parfaire la synthèse des intérêts supposés communs des participants à l'activité productive de l'entreprise. Dans le rapport financier, ces gestionnaires s'adressent par ailleurs aux banques plutôt qu'aux marchés boursiers pour financer le développement industriel. Ce mode de financement est encouragé par la pratique de taux d'intérêt administrés fixés par les autorités monétaires visant la fixation de taux d'intérêt réels négatifs. Les gestionnaires mettent en place l'organisation scientifique du travail et négocient dans le rapport salarial le compromis sur la répartition des gains de productivité avec les syndicats dans la négociation collective. Ces derniers ne contestent pas le pouvoir du gestionnaire et concentrent leurs luttes sur la redistribution salariale directe et indirecte des fruits de la croissance.
- 17 L'entreprise japonaise décrite par Aoki est une autre variante de l'entreprise managériale. Les firmes fordistes et toyotistes ont souvent été opposées dans la littérature en économie des organisations (Aoki, 1995). Or si l'on raisonne à partir de la structure de détention du pouvoir de décision, les firmes A et J de Aoki sont deux variantes de la convention fordienne² réalisée, au-delà des différences importantes inhérentes à l'articulation entre le mode de circulation de l'information et le mode d'incitation relevées par Aoki. Dans A tout comme dans J, c'est la figure de l'entrepreneur qui parvient à réaliser le compromis entre les intérêts des actionnaires et ceux des salariés. La redistribution des gains de productivité s'y opère dans les deux cas à travers des formules salariales négociées avec les syndicats (augmentations générales et à l'ancienneté dans les deux cas, auxquelles s'ajoutent la gestion promotionnelle des carrières et l'intéressement collectif dans le cas toyotiste). Le mode de financement prédominant demeure l'endettement auprès du système bancaire.
- 18 L'enchaînement macro-économique toyotiste se distingue cependant de celui qui caractérise le régime d'accumulation fordiste. Le fordisme définit une régulation autocentrée alors que l'étroitesse du marché intérieur japonais confère aux exportations un rôle central dans le régime de demande. Les entreprises japonaises sont alors conduites à adapter des principes d'organisation visant le « juste à temps » afin de réagir aux fluctuations de l'environnement international.

- 19 Le modèle anglo-saxon d'entreprise diffère substantiellement du modèle managérial. Nommons « gouvernance d'entreprise » (Corporate Governance) cette convention, du nom donné par les économistes néo-institutionnalistes à la forme organisationnelle réputée la plus efficiente lorsque les actifs sont spécifiques et la fréquence des transactions élevée dans un contexte d'incertitude (Williamson, 1985). Le pouvoir stratégique est accaparé par les actionnaires, qui contrôlent strictement la réalisation par les gestionnaires de l'objectif de maximisation à court terme du résultat net. Ce critère de gestion est celui sur lequel sont rivaux les marchés financiers pour fixer la valeur d'un titre. Cet objectif peut s'avérer contradictoire avec la logique de A et J en matière de gestion de la main-d'œuvre et de développement industriel. L'entreprise se recentre alors sur son noyau dur d'activités spécifiques (au sens de Williamson). Elle externalise vers le marché ou la sous-traitance les activités non spécifiques. Dans le rapport salarial, le marché interne est réduit au noyau dur des travailleurs dotés de compétences spécifiques, la redistribution des gains de productivité s'effectue sous forme de dividendes (liés à l'épargne salariale ou aux fonds de pension reversés auprès des salariés actionnaires) plutôt que sous forme salariale, ce qui modifie substantiellement la nature de la redistribution des gains de productivité au sein du rapport salarial. Le bouclage macro-économique devient alors tributaire d'une redistribution du surplus sous forme de dividendes dont la destination première n'est pas directement la consommation dans l'économie réelle (à la différence du cas fordiste), mais l'épargne, dont la conversion en investissement conditionne les performances du régime d'accumulation tiré par l'offre (*infra*).
- 20 La diffusion, puis la prédominance à l'échelle macro-économique de l'une ou l'autre de ces logiques de production micro-économiques concurrentes, engendre un régime d'accumulation donné dont il est possible de rendre compte des enchaînements et des distorsions (Boyer, 1993) à travers les mécanismes concourant à l'extraction et la redistribution des gains de productivité.
- 21 Il en résulte que l'économie marchande capitaliste a pu se présenter sous des formes différentes, qui ont évolué au cours de l'histoire économique du XX^e siècle. Les différentes formes de régulation qu'elle revêt ou a revêtues sont le résultat de l'action humaine, à travers les institutions forgées, à travers les politiques économiques menées. Aussi, le capitalisme anglo-saxon se distingue-t-il du capitalisme rhénan, du modèle japonais, du modèle suédois ou encore de la planification à la française –ayant suscité les travaux autour du Capitalisme Monopoliste d'Etat (Boccard, 1973).
- 22 Les régimes d'accumulation concurrentiels se situent dans le cadran nord-est. L'intégration par l'organisation est encore faible et la régulation par le marché est prépondérante. Les différentes variantes du capitalisme monopoliste se situent au sein du cadran sud-est. Le capitalisme patrimonial³ (Aglietta, 1997) se situe à l'extrême droite parce qu'il représente celui où l'exercice des droits privés de propriété des actionnaires s'exerce de la façon la plus coercitive dans l'entreprise. A sa gauche et plus bas, dans le cadran sud-est, l'on trouve les deux variantes du capitalisme managérial que représentent les régimes de croissance fordiste et toyotiste. Le surplus y est plus socialisé par la négociation collective et la redistribution. Ces régimes sont également plus « organisés » que le régime actionnarial en ce que les pouvoirs publics y pilotent autrement la régulation macro-économique par des politiques macro-économiques keynésiennes et une planification indicative.

1.2. Socialismes

- 23 Les cadrans ouest regroupent les cas de figure socialistes, caractérisés par la prédominance d'un contrôle collectif du surplus.
- 24 Le cadran sud-ouest regroupe les cas traités dans la littérature portant sur les économies centralement planifiées (Lavigne, 1983 ; Kornai, 1984). Pour Billaudot (1987), le socialisme étatique représente ainsi un système de rapports sociaux fondamentaux mettant en présence un rapport financier et un rapport salarial, coexistant avec un rapport de planification se substituant partiellement au rapport de concurrence marchand. Néanmoins, comme le souligne Chavance (1999), cette substitution est partielle et la monnaie ne disparaît pas.
- 25 La coordination dans les économies centralement planifiées s'opère essentiellement par le plan, qui fixe les ressources en *input* et les objectifs d'*output* des firmes. Les prix sont fixés par le plan. La coordination par le marché se réduit au marché des biens de consommation où l'ajustement opère par les quantités pour des prix fixés.
- 26 L'appropriation collective du surplus s'effectue sous l'égide du plan et de la propriété d'Etat des moyens de production ou sous forme de production coopérative. Le critère du mode d'exercice collectif du droit de contrôle résiduel est bien plus pertinent pour définir la structure de pouvoir de décision entre les acteurs que les critères admis en Théorie des Organisations depuis Aoki (1995). Notre critère permet d'étayer la comparaison des formes d'organisation de la production dans l'entreprise entre les pays socialistes et capitalistes, autrement dit de définir les fondements micro-économiques de chaque système. Faisant écho aux thèses managériales, Aoki se concentre en effet uniquement sur la combinaison du mode de circulation de l'information et du mécanisme incitatif mis en œuvre par les gestionnaires sans véritablement interroger les effets liés à la structure de droits de propriété. Ainsi, l'application des critères d'Aoki conduirait à la non distinction entre la firme fordiste américaine et la firme stakhanoviste soviétique, faisant ainsi écho à la thèse de la convergence des formes d'organisation évoluant dans un environnement technico-économique similaire, thèse développée dans les années 1960 par les travaux de Kerr & al. (1960) dans le champ des relations industrielles. D'une certaine façon, les théories du cadrisme⁴ (Duménil & Lévy, 1999) commettent la même erreur en confondant la relation d'autorité, inhérente à toute forme de division technique du travail, et la détention de droits de propriété. Or l'élément décisif, au-delà des similitudes en matière d'organisation du travail, réside dans le régime de droits de propriété qui distingue chaque système selon le critère de la division sociale du travail entre les classes. Le mode de contrôle du surplus peut en effet être purement privé, dans les entreprises capitalistes, ou bien collectif, dans les entreprises des économies socialistes, alors même que la division technique du travail continue de prévaloir. La propriété d'Etat ne représente pas le seul mode de contrôle du résidu. La propriété collective peut également s'incarner dans les divers modes de contrôle démocratique de l'entreprise lorsque le système politique en permet l'éclosion.
- 27 Enfin, le cadran nord-ouest regroupe les économies marchandes non-capitalistes ou encore les économies de marché où prévaut un mode d'appropriation collective du surplus. Il représente les expériences que l'on peut caractériser de socialisme de marché. La coordination par le marché, dont les vertus incitatrices sont reconnues, est prédominante. Dans les secteurs de cette économie de marché où la structure de droits de

propriété n'est pas capitaliste, le principe de contrôle démocratique « un homme, une voix » prévaut sous des formes diverses et propres à chaque expérience. Ceci n'exclut pas le recours à des formes de financement classiques du rapport financier telles que l'endettement ou l'émission de titres. Néanmoins, les entreprises démocratiques s'adressent au système bancaire soumis au même principe délibératif (les banques coopératives et mutualistes par exemple) ou émettent des titres participatifs respectant le principe « un homme, une voix »⁵.

- 28 La figure de proue de l'entreprise démocratique dans le secteur marchand est celle de l'autogestion. Billaudot (1987 : 87) définit ainsi le socialisme autogestionnaire comme reposant sur le « maintien du rapport marchand et du rapport financier et la négation du rapport salarial au profit d'un rapport d'association entre individus-travailleurs ». Cette définition ne doit cependant pas exclure la possibilité du salariat dans les entreprises autogérées.
- 29 Le principe démocratique s'incarne également dans les organisations de l'économie sociale que sont les associations, les coopératives et les mutuelles, certaines évoluant au cœur du secteur marchand, les autres étant situées à la frontière du marchand et du non-marchand ou complètement du côté non-marchand. Par-delà leur diversité, les familles de l'économie sociale ont en commun de respecter cinq principes (Jeantet, 1999) coexistant également avec le maintien du salariat : la gestion démocratique, la libre adhésion, la non-partageabilité des réserves, l'indépendance vis-à-vis de l'Etat, l'épanouissement individuel⁶.
- 30 Dans ce secteur, le principe du contrôle collectif n'exclut pas le recours à des formes de financement classiques du rapport financier telles que l'endettement ou l'émission de titres. Néanmoins, les entreprises démocratiques s'adressent au système bancaire soumis au même principe délibératif (les banques coopératives et mutualistes par exemple) ou émettent des titres participatifs respectant le principe « un homme, une voix »⁷.
- 31 Dans ce champ de l'économie sociale, une partie importante du **tiers-secteur** (Laville, 1994) ou du **secteur quaternaire** (Sue, 1997), relevant de *l'économie solidaire*, n'est pas définie par ces auteurs comme appartenant au champ de l'économie monétaire. Ainsi, en réinventant certaines formes d'échanges de dons, les *Systèmes d'Echanges Locaux* dérogeraient au principe de la socialisation par la monnaie et par le salariat caractérisant la définition des économies modernes donnée par Chavance (1999). Or, ces formes d'échanges localisées ne peuvent-elles également être considérées comme des monnaies privées concurrentes à la monnaie dominante lorsque celle-ci est sujette à une politique d'émission restrictive ?
- 32 Le rôle de l'Etat est important dans la solvabilisation de ces expériences décentralisées, dans le secteur non-marchand aussi bien que dans le secteur marchand où règne la concurrence avec les entreprises capitalistes qui subsistent tant que le contrat social n'en abolit pas la structure de droits de propriété. Ces dernières peuvent encore faire l'objet d'une hybridation avec les formes démocratiques de contrôle salarial telle que la cogestion.
- 33 Notons que le mode d'appropriation du surplus ne recouvre pas seulement la structure de droit de propriété de l'entreprise. Il intègre également les divers instruments de socialisation et de redistribution dont disposent les pouvoirs publics dans le cadre de la politique budgétaire et fiscale ou bien les acteurs sociaux dans le cadre de la négociation collective. Ainsi, une économie composée d'entreprises disposant pour certaines de droits

de propriété privés, peut être sujette à une socialisation de son surplus sous forme de transferts sociaux et publics.

- 34 Les types idéaux construits définissent par conséquent un spectre institutionnel de la modernité plus large que la simple antinomie plan – marché pour opposer socialisme et capitalisme. Ils permettent de situer les économies réellement existantes en tant qu'hybrides, nés de l'accouplement entre un mode de coordination institutionnelle prépondérant donné et un mode d'appropriation du surplus résultant des rapports de force entre les acteurs au sein des trois rapports sociaux fondamentaux institutionnalisés.
- 35 Une fois définie la nature des institutions et repérées les figures de leurs incarnations, il reste à s'atteler à l'explication des mécanismes de sélection à l'origine de l'évolution d'un système donné, voire d'un changement de système.

2. La sélection des institutions

2.1. Le paradigme de l'efficacité en question

- 36 Dans la théorie orthodoxe, la sélection des institutions est abordée dans le programme de recherche néo-institutionnaliste⁸ au prisme de l'optimalité (de premier ou de second rang) des marchés et de l'efficacité organisationnelle⁹ (pour une revue de littérature complète, voir Gabrié & Jacquier, 1994). Ce programme de recherche se heurte néanmoins à des limites externes et internes non négligeables (Hoang-Ngoc, 1998).
- 37 Dans la théorie néoclassique, c'est la sphère de la circulation, à travers le développement des théories du marché qui a longtemps constitué l'axe de recherche essentiel, tandis que la sphère de la production était ignorée. L'entreprise était réduite à une « boîte noire » sans autre contenu que la relation marchande nouée entre l'entrepreneur et le travailleur. Dans leurs développements néo-institutionnalistes, le défi du réalisme a conduit les économistes néoclassiques à adapter leurs hypothèses afin d'expliquer l'existence des multiples formes de coordination institutionnelle, allant du marché à l'organisation, en écartant cependant la faisabilité économique des économies socialistes situées dans les cadrans de gauche sur notre figure 1 pour présomption d'inefficacité. Or l'hypothèse d'efficacité organisationnelle des institutions capitalistes, développée par les différents modèles néo-institutionnalistes, est loin d'être empiriquement validée par les travaux existants. Gabrié (2001) montre ainsi que la thèse williamsonienne de l'intégration latérale et verticale, susceptible de représenter théoriquement le schéma de nombreuses fusions-acquisitions-restructurations, ne fait pas l'objet d'une validation empirique solide. De plus, les travaux portant sur la sélection des dirigeants et la « lutte contre l'opportunisme » ne démontrent pas aux Etats-Unis la supériorité en ces matières des formes capitalistes de gouvernance d'entreprise sur les formes démocratiques d'organisation (Gabrié & Jacquier, 1994).
- 38 La thèse dominante de l'efficacité organisationnelle conduit finalement à écarter l'étude des fondements micro-économiques des formes non-capitalistes de régulation de l'économie dont l'inefficacité économique n'est pas théoriquement avérée, tant en ce qui concerne certaines formes de planification (Lange, 1937) qu'en ce qui a trait à l'efficacité micro-économique des organisations démocratiques en économie de marché. En l'absence de validation empirique, l'hypothèse d'efficacité n'est donc, dans les modèles néo-institutionnalistes, qu'un alibi pour écarter les modèles collectifs ou démocratiques

de contrôle résiduel. Ces modèles atteignent leurs limites dans leur ambition de répondre au défi radical lancé dans les années soixante-dix par Marglin (1971), puis Gintis (1976). Ces travaux contestaient le déterminisme technologique des approches néoclassiques de la firme selon lequel l'organisation capitaliste de la production se serait imposée pour des considérations d'efficacité technique (Tinel, 2000). Au déterminisme technologique des approches néoclassiques traditionnelles, s'est désormais substitué un déterminisme organisationnel dont la validité empirique n'est pas avérée. Dès lors, l'hypothèse radicale du primat d'une division sociale du travail dont l'enjeu est le contrôle du surplus revient au cœur du débat théorique. La recherche d'efficacité économique comme critère de sélection des institutions ne peut cependant être ignorée, comme l'indiquait la critique de Landes (1986) à l'encontre des travaux de Marglin (1971), excessivement centrés sur les enjeux de classe. Resitués dans le contexte de la période fordiste, les travaux de Braverman indiquaient déjà que la déqualification taylorienne avait à la fois pour but de déposséder le prolétaire du contrôle du processus de travail et d'accroître l'intensité de l'exploitation¹⁰. Préfigurant les analyses en termes de salaire d'efficacité, Gintis (1976) tentait plus tard de montrer que la hiérarchie productive capitaliste pouvait s'avérer inefficace. Reformulant les thèses radicales à l'aide de modèles micro-économiques (de type salaire d'efficacité)¹¹ dans un cadre standard, Bowles et Gintis (1988) tenteront alors de montrer que l'organisation capitaliste de la production est source d'une inefficacité que l'introduction de la démocratie dans l'entreprise est susceptible de résoudre.

2.2. Le rôle des facteurs cognitifs et sociopolitiques

- 39 Keynes fut sans doute le premier à mesurer les effets réels de l'introduction de l'hypothèse d'incertitude sur les marchés financiers. Sans surmonter ses limites internes et externes, le néo-institutionnalisme s'est emparé des imperfections cognitives, et notamment de l'hypothèse d'incertitude, pour tenter de rendre le programme de recherche néoclassique plus réaliste¹². De façon similaire, il est sans doute possible d'introduire l'incertitude radicale au sein d'une représentation hétérodoxe de l'économie dont la nature des institutions a été présentée ci-dessus. La combinaison du projet radical keynésien (Favereau, 1985) et d'un projet qui pourrait dans un deuxième temps dialoguer avec le projet radical américain (Rebitzer, 1993) dessinerait alors les linéaments d'un institutionnalisme doublement radical.
- 40 Le contenu prédictif de la théorie en serait nécessairement limité par le jeu des acteurs eux-mêmes. Les conséquences de l'incertitude s'exercent sur le marché financier, mais également dans l'indétermination qui pèse sur les normes construites par les acteurs en conflit.
- 41 En premier lieu, l'incertitude est caractéristique du fonctionnement du marché financier. Cette assertion keynésienne est on ne peut plus prégnante dans le régime d'accumulation actionnariale où les profits dégagés par la gouvernance d'entreprise alimentent une épargne excessive, eu égard aux perspectives d'investissement. Le propre de l'incertitude est d'engendrer une certaine préférence pour la liquidité et la constitution d'une épargne de nature spéculative qui exerce une pression sur les politiques monétaires. Celles-ci peuvent, lorsque l'incertitude est forte, conduire à la fixation de taux d'intérêt dissuasifs pour l'investissement. Cette épargne spéculative entretient d'autre part une bulle financière menaçant d'éclater et d'exercer des effets récessifs dans l'économie réelle. Le propre de l'incertitude est alors de compromettre la réalisation des enchaînements

macro-économiques prévisibles. L'incertitude justifie au final la pertinence des politiques de régulation conjoncturelles contra-cycliques, celles-ci devant retrouver leur domaine de validité à un échelon supranational.

- 42 En deuxième lieu, considérons que la genèse des normes est empreinte d'une forte dose d'indétermination liée non seulement à des facteurs d'ordre cognitif (rationalité limitée des acteurs dans un contexte d'incertitude radicale), mais aussi (pour reprendre les thèses radicales) au conflit potentiel dans le rapport salarial, inhérent à l'organisation capitaliste de la production et de la redistribution des richesses. Dans ces conditions, l'analyse dynamique de la genèse d'une trajectoire institutionnelle donnée ne peut que relever d'une sociologie politique de l'acteur (étrangère à la théorie économique dominante). Le rôle de l'économiste est alors de baliser les trajectoires probables, compte tenu des innovations institutionnelles empiriquement observées. Ceci rend néanmoins disponible un ensemble de types-idéaux (de régimes d'accumulation) nécessaires pour positionner les différentes économies nationales ou zones économiques supranationales. Les monographies chercheraient à souligner les différents niveaux de prise de décision dans l'économie, en identifiant précisément les différentes catégories d'acteurs parties prenantes des décisions. Elles mettraient en évidence le comportement des différents acteurs dans la construction des règles, les critères de satisfaction (au sens de Simon, 1972, 1976) qu'ils utilisent, l'interprétation des règles construites à des niveaux plus agrégés par d'autres catégories d'acteurs, etc.
- 43 Ainsi l'étude des faits stylisés mis en évidence dans la gouvernance d'entreprise (Coutrot, 1997) permet-elle de préciser les contours macro-économiques du régime d'accumulation financiarisée résultant de la diffusion de cette convention et analysé par Plihon (1997), Orléan (1999) et Aglietta (1999). L'articulation de ces deux moments de la recherche permettrait de prédire tel ou tel scénario si telle stratégie ou telle autre s'affirmait, se combinait, s'articulait, ou bien se télescopait.
- 44 Au final, les facteurs cognitifs et les critères sociopolitiques (Bowles & Gintis, 1988 ; Kornai, 1999, cf. *supra*) issus de la confrontation sociale sont sans doute des déterminants de la sélection des institutions au sein de l'économie politique des sociétés modernes au moins aussi importants que les critères d'efficience — non attribuables aux seules formes capitalistes d'organisation. Ceci n'interdit pas à l'économiste, au contraire, de chercher à préciser les conditions d'efficacité micro-économique et les enchaînements macro-économiques rendant viable chaque compromis social et, à l'inverse, les compromis sociaux rendant viable chaque régime de croissance, et ce, dans une perspective historique (Edwards & al., 1973 ; Bowles & al., 1986) ou prospective (Boyer, 1993).

BIBLIOGRAPHIE

AGLIETTA M., 1997. *Régulations et crises du capitalisme*. Paris, Calman-Lévy.

- AGLIETTA M., 1999. « Les transformations du Capitalisme contemporain », in CHAVANCE B., MAGNIN E., MOTAMED-NEJAD R., SAPIR J. (dir), *Capitalisme et Socialisme en perspective*. Paris, La Découverte : 275-292.
- AOKI M., 1995. *L'économie japonaise*. Paris, Economica.
- ARTUS P., 1999. « Le redressement des Etats-Unis a eu lieu dans les années 80, pas dans les années 90 », *Flash Recherche de la CDC*, 18 nov. Paris.
- BABBAGE C., 1932. *On the Economy of Machinery and Manufactures*. London, (rééd. New York, 1963).
- BILLAUDOT B., 1987. « L'enjeu de la crise : aménagement, mutation, ou disparition du rapport salarial », *La transformation du rapport salarial, enjeux et perspectives*. Paris, PUF : 71-97.
- BOCCARA P., 1973. *Etudes sur le Capitalisme Monopoliste d'Etat, sa crise, son issue*. Paris, Editions sociales.
- BOWLES S., GORDON D., WEISSKOPF T., 1986. *L'économie du gaspillage*. Paris, La Découverte.
- BOWLES S., GINTIS H., 1988. *La démocratie post-libérale*. Paris, La Découverte.
- BOYER R., 1986. *La flexibilité du travail en Europe*. Paris, La Découverte.
- BOYER R., 1993. « Labour Institutions and Economic Growth: a Survey and a Regulationnist Approach », *Labour*, vol. 7 (spring): 25-72.
- BOYER R., ORLÉAN A., 1990. « La convention salariale fordienne : les obstacles d'une innovation locale dans la transformation du mode de régulation », *Cahiers du CEPREMAP*, 9029.
- BRAVERMAN H., 1974. *Travail et capitalisme monopoliste, la dégradation du travail au XX^e siècle*. Paris, Maspero.
- CHAVANCE B., 1999. « Le Capitalisme et le Socialisme comme espèces systémiques : formation, co-évolution, transformation », in CHAVANCE B., MAGNIN E., MOTAMED-NEJAD R., SAPIR J. (dir) *Capitalisme et Socialisme en perspective*. Paris, La Découverte : 295-316.
- COASE R., 1987. « La nature de la firme », *Revue française d'économie*, vol. 2 (hiver).
- COUTROT T., 1997. *L'entreprise néo-libérale*. Paris, La Découverte.
- DUMÉNIL G., LÉVY D., 1999. « Mutation du capitalisme et échec du socialisme », in CHAVANCE B., MAGNIN E., MOTAMED-NEJAD R., SAPIR J. (dir) *Capitalisme et Socialisme en perspective*. Paris, La Découverte : 155-182.
- EDWARDS R., GORDON D., REICH M., 1973. « A Theory of Labor Market Segmentation », *AER*, 63 (2) : 359-365.
- FAVEREAU O., 1985. « L'incertain dans la "révolution keynésienne" : l'hypothèse Wittgenstein », *Economie et Société, Cahiers de l'ISMEA*, 3 : 29-72 (série HPE).
- FAVEREAU O., 1993. « Théorie de la Régulation et Economie des Conventions : Canevas pour une confrontation », *La lettre de la régulation*, 7 (mai).
- GABRIÉ H., 2001. « La théorie williamsonienne de l'intégration verticale n'est pas vérifiée empiriquement », *Revue économique*, vol. 52, 5 : 1013-1039.
- GABRIÉ H., JACQUIER J. L., 1994. *La théorie moderne de l'entreprise, l'approche néo-institutionnelle*. Paris, Economica.
- GINTIS H., 1976. « The Nature of Labor Exchange and the Theory of Capitalist Production », *Review of Radical Political Economics*, 8(2): 36-54.

- HOANG-NGOC L., 1998. « Une critique de l'économie politique néo-institutionnaliste du contrat de travail », *Cahiers d'Economie Politique*, 33 : 81-106.
- JEANTET T., 1999. *L'économie sociale européenne*. Paris, CIEM.
- KERR C., DUNLOP J. T., HARBISON F. H., MYERS C., 1960. *Industrialism and Industrial Man*. Cambridge, Harvard University Press (Mass).
- KEYNES J. M., 1936. *Théorie Générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*. Paris, réed. Payot (1985).
- KORNAÏ J., 1984. *Socialisme et économie de la pénurie*. Paris, Economica.
- KORNAÏ J., 1999. « Du Socialisme au Capitalisme : la signification du changement de système », in CHAVANCE B., MAGNIN E., MOTAMED-NEJAD R., SAPIR J. (dir) *Capitalisme et Socialisme en perspective*. Paris, La Découverte : 317-348.
- LANDES D., 1986. « What does Bosses Really do? », *The Journal of Economics History*, XLVI (3) : 199-203.
- LANGE O., 1937. « On the Economic Theory of Socialism », *Review of Economic Studies*, October 1936, February 1937.
- LAVIGNE M., 1983. *Les économies socialistes soviétiques et européennes*. Paris, Armand Colin.
- LAVILLE J. L. (dir), 1994. *L'économie solidaire, une perspective internationale*. Paris, Desclée de Brouwer.
- MARGLIN S., 1971. « What do Bosses do? The Origin and Functions of Hierarchy in Capitalist Production », *Review of Radical Political Economy*, 6(2), 1974: 60-112.
- MOTAMED-NEJAD R., 1999. « Le Capitalisme et le Socialisme : similitudes et différences », in CHAVANCE B., MAGNIN E., MOTAMED-NEJAD R., SAPIR J. (dir) *Capitalisme et Socialisme en perspective*. Paris, La Découverte : 217-248.
- ORLÉAN A., 1999. *Le pouvoir de la finance*. Paris, Odile Jacob.
- PLIHON D., 1997. « L'économie de fonds propres ou la finance contre la croissance », colloque *Financiarisation, mondialisation et euro*, organisé par l'association *Appel des économistes pour sortir de la pensée unique*, Paris (25 avril).
- REBITZER J., 1993. « Radical Political Economy and the Economics of Labor Markets », *Journal of Economic Literature*, vol. 31 (September): 1394-1434.
- SIMON H., 1972. « Theories of Bounded Rationality », in RADNER C. B., RADNER R. (eds) *Decision and Organization*. Amsterdam, North-Holland: 161-176.
- SIMON H., 1976. « From Substantive to Procedural Rationality », in LATSIS S. (ed.) *Method and Appraisal in Economics*. Cambridge, Cambridge University Press: 129-148.
- SUE R., 1997. *Vers une économie plurielle*. Paris, Syros.
- TINEL B., 2000. *Origines et fonctions de la hiérarchie, trente ans de débats, 1968-1998*. Thèse soutenue le 21 décembre, université Lyon 2.
- WILLIAMSON O.-E., 1985. *The Economic Institutions of Capitalism*. New York, Free Press.

NOTES

1. La construction de figures idéal-typiques écrase nécessairement la réalité macro-économique qui voit coexister plusieurs logiques organisationnelles. Ainsi, bien qu'une logique puisse dominer les autres à un moment donné, les entreprises capitalistes considérées coexistent aussi avec des formes d'organisation publiques ou à vocation démocratique, notamment les organisations de l'économie sociale (associations, coopératives, mutuelles) où prévaut le principe de non domination du capital, ainsi que les entreprises où la structure de droit de propriété est une structure publique.

2. Au sens de Boyer et Orléan (1990). Dans cet article, Boyer et Orléan indiquent que la convention fordienne originelle dans les usines Ford au début du XX^e siècle ressemblait plus à la convention toyotiste qu'à la convention fordiste des trente glorieuses.

3. Soulignons que le terme de patrimonial prête parfois à confusion. La gouvernance d'entreprise caractéristique d'une économie où prédomine le critère de valorisation des fonds propres est caractérisée par une séparation entre la figure du manager et celle de l'actionnaire, l'actionnaire plaçant le gestionnaire sous son contrôle. Or certains, comme Yvon Gattaz, utilisent au contraire le terme « d'entreprise patrimoniale » pour désigner les entreprises où le propriétaire et le gestionnaire sont confondus. Il est préférable d'utiliser l'adjectif actionnarial ou financiarisé pour caractériser le capitalisme de l'an 2000.

4. Les **sociétés cadristes** sont définies par Duménil et Lévy (1999) comme des sociétés où la classe des cadres s'est érigée en classe dominante.

5. Dans la réalité, certaines organisations ont pu décider la création de filiales sous forme de sociétés anonymes ayant accès au marché financier classique.

6. En France, les associations sont caractérisées par le principe de la non-lucrativité, les coopératives respectent le principe de non-partage des réserves et les mutuelles œuvrent dans les domaines de la sécurité sociale et de la couverture maladie complémentaire.

7. Dans la réalité, certaines organisations ont pu décider la création de filiales sous forme de sociétés anonymes ayant accès au marché financier classique.

8. Les modèles Principal - agent, à la théorie des Droits de Propriété, à l'Economie des Coûts de Transaction sont les principales composantes de ce programme.

9. Ce déterminisme organisationnel se retrouve aussi chez Aoki (1995). La sélection des firmes A et J s'explique par le critère de l'efficacité organisationnelle face à un environnement certain ou radicalement incertain dans le cas A et face à un environnement risqué dans le cas J.

10. Comme le souligne Tinel (2000 : 74), Babbage (1832) fut le premier qui proposa une interprétation de la division du travail différente de celle d'Adam Smith, avançant que la division du travail avait pour fondement de rendre la main-d'œuvre moins onéreuse en la spécialisant dans un petit nombre de tâches simples. Braverman (1974) reformule ce principe de Babbage de la façon suivante : « dans une société fondée sur l'achat et la vente de la force de travail, parcelliser chaque métier rend chaque partie meilleur marché » (p. 72).

11. Pour une revue de littérature complète de ces modèles, voir Tinel (2000).

12. L'Economie des conventions demeure-t-elle dans les limites de ce programme ? Favereau (1993) écrit ainsi que l'Economie des Conventions est « la poursuite du programme de recherche traditionnel de l'individualisme méthodologique en économie (à savoir la coordination des activités économiques) mais avec une hypothèse de rationalité limitée » (p. 1).

RÉSUMÉS

L'objet de cet article est, à partir d'une lecture d'économiste hétérodoxe, de préciser la double nature des institutions de l'économie moderne et de proposer une typologie de ces dernières. Les différents types idéaux sont rangés autour de deux axes, l'un définissant le type de coordination prédominante dans l'économie, l'autre définissant le mode d'appropriation du surplus. La thèse de l'efficacité est ensuite discutée tandis que l'accent est mis sur les facteurs cognitifs et les choix sociopolitiques d'acteurs dans l'hybridation des types-idéaux ou dans la transition d'un type-idéal à l'autre.

This paper proposes a regulationist explanation of the nature of the institutions of modern economies and a typology of the latter. The typology is built around two dimensions. The first one defines the different modes of coordination. The second one defines the different forms of ownership. The hypothesis of organisational efficiency, generally used to analyse the selection of the institutions is then discussed. The introduction of uncertainty and of social and political selection criteria is also taken into account to explain institutional transformations.

INDEX

Mots-clés : capitalisme, institutions, marché, monnaie, organisation, régulation, socialisme, systèmes

Keywords : capitalism, currency, institutions, market, organisation, regulation, socialism, systems

AUTEUR

LIÊM HOANG-NGOC

MATISSE

Université Paris I